

Marché n°2536A0053

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**Fourniture de vêtements de travail logotés pour les
agents de la direction des systèmes d'observation de
Météo-France**

Vos interlocuteurs Météo-France :

Direction des achats publics
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex 01

Table des matières

1. Objet du marché public.....	4
2. Contexte.....	4
3. Procédure de passation du marché.....	4
4. Forme du marché.....	4
5. Documents contractuels.....	4
6. Décomposition du marché public.....	5
7. Durée et prise d'effet du marché public.....	5
8. Démarrage des prestations et délais de réalisation.....	5
9. Montant du marché public.....	5
10. Notification des informations et des décisions.....	5
11. Description technique des prestations.....	6
12. Reproduction du logo et du nom Météo-France.....	6
13. Clause de progrès.....	6
13.1. Élaboration du plan de progrès.....	6
13.2. Axes de progrès.....	6
13.3. Suivi et pilotage du plan de progrès.....	6
13.4. Formalisation du plan de progrès.....	6
14. Modalités de commandes.....	7
14.1. Passation des commandes via une plateforme dématérialisée.....	7
14.2. Passation des commandes par émission de bons de commande.....	8
15. Fournitures complémentaires exceptionnelles.....	8
16. Lieu de livraison des fournitures.....	8
17. Précisions délais d'exécution.....	8
18. Contrôle, admissions et garanties de fournitures.....	8
18.1. Vérifications quantitatives.....	8
18.2. Vérifications qualitatives.....	9
18.3. Admission, ajournement, réfaction, rejet.....	9
18.4. Garantie des fournitures.....	9
18.5. Garantie des vices cachés.....	9
19. Obligations du titulaire.....	9
19.1. Assurances.....	9
19.2. Accès réglementé aux locaux pour les livraisons.....	9
19.3. Secret professionnel.....	9
19.4. Transfert des données.....	10
19.5. Information et conseil.....	10
20. Établissement des prix.....	10
20.1. Contenu des prix.....	10
20.2. Nature des prix.....	10
20.3. Date d'établissement des prix.....	10
20.4. Forme des prix.....	10
20.5. Variation des prix.....	11
20.6. Clauses de butoir.....	11
20.7. Modalités applicables en cas de titulaire étranger.....	11
21. Paiements.....	11
21.1. Avance.....	11
21.2. Modalités de paiement.....	11
21.3. Intérêts moratoires.....	11
21.4. Établissement des factures.....	12
22. Cession ou nantissement des créances.....	13
23. Pénalités pour retard de livraison.....	13
24. Personnes désignées pour l'exécution des prestations.....	13
25. Clause de réexamen.....	14
26. Propriété intellectuelle.....	14
27. Pièces et attestations à fournir.....	14

27.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail).....	14
27.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail).....	15
27.3. Liste nominative du personnel étranger.....	15
27.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs.....	15
28. Résiliation.....	16
29. Litiges et attribution de juridiction.....	16
30. Dérogations.....	16

Cahier des clauses administratives particulières

1. Objet du marché public

Fourniture de vêtements de travail logotés pour les agents de la direction des systèmes d'observation de Météo-France.

2. Contexte

La Direction des Systèmes d'Observation (DSO) propose et conduit la politique de Météo-France en matière de systèmes d'observation de l'atmosphère, de l'océan superficiel et du manteau neigeux. Elle définit les programmes d'équipement correspondants, en suit la réalisation et assure leur adéquation aux besoins de la production de l'établissement. Elle est composée de huit départements répartis en différents endroits du territoire :

- CMM : Centre de Météorologie Marine, situé à Brest,
- CMR : Centre de Météorologie Radar, situé à Toulouse et à Trappes,
- CNF : Centre National des Fréquences, situé à Toulouse,
- DOA : Département d'Observation en Altitude, situé à Toulouse,
- DOS : Département d'Observation de Surface, situé à Toulouse,
- LM : Laboratoire de Métrologie, situé à Toulouse,
- MSO : Département de la Maîtrise des Systèmes d'Observation, situé à Toulouse.
- DOT : Département d'Observation Territoriale réparti dans 29 pôles sur le territoire métropolitain,

La DSO comporte 288 agents dont près de 200 techniciens de maintenance.

Pour les interventions en dehors de ses murs, notamment sur aéroport, la DSO souhaite doter ses agents de vêtements de travail logotés.

3. Procédure de passation du marché

Le marché public est établi en application du code de la commande publique.

La procédure mise en œuvre est une **procédure adaptée** en application des articles R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique.

4. Forme du marché

Le marché public est passé sous la forme d'un **accord-cadre mono attributaire à bons de commande**, application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

5. Documents contractuels

Le présent marché public est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement n° 2536A0053, et son annexe financière dûment signé, dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° 2536A0053 dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

3. le cahier des clauses techniques particulières n° 2536A0053, dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

4. le plan de progrès, ses bilans successifs, et les éventuels actes modificatifs qui en découleraient, conformément aux stipulations de l'article 13 du présent cahier des clauses administratives particulières n° 2536A0053, dont les exemplaires originaux détenus par Météo-France font seuls foi ;

5. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Il peut être consulté depuis le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> ;

6. l'offre technique du titulaire, qui s'applique en tout ce qui ne serait pas contraire aux stipulations définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation ;

7. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos de ses factures qui serait contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

6. Décomposition du marché public

Le marché public **n'est pas décomposé en lots.**

7. Durée et prise d'effet du marché public

Le présent marché est passé pour **une durée d'un an. Il prend effet à compter de sa date de notification.** Il est ensuite reconduit tacitement deux fois par périodes successives d'un an. La durée maximale du marché est de trois ans.

Météo-France peut choisir de ne pas reconduire le marché. Dans ce cas il notifie par écrit sa décision au titulaire avant la fin de la période en cours, respectant un préavis d'un mois.

8. Démarrage des prestations et délais de réalisation

Les commandes peuvent être passées à compter de la date de prise d'effet du marché public.

Les bons de commandes peuvent être émis durant la période de validité du marché et s'exécuter au-delà de la date de fin de validité du marché, sans que leur durée d'exécution dépasse de plus de six mois cette date de fin de validité.

Des représentants de Météo-France et du titulaire se réunissent peu de temps après la notification, sans surcoût, pour préciser certaines modalités de mise en œuvre.

9. Montant du marché public

Le montant maximal des fournitures susceptibles d'être commandées durant la validité de l'accord-cadre, éventuelles périodes de reconduction comprises, est de cent vingt mille euros hors taxes (120 000,00 € HT).

Si ce montant maximal est atteint, l'accord-cadre prend fin de plein droit, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

Il n'est pas fixé de montant minimum.

10. Notification des informations et des décisions

La notification au titulaire des informations et décisions prises par Météo-France pour l'exécution du présent marché public peut être réalisée par courriel. Le destinataire accuse réception des courriels adressés par Météo-France en précisant la date et l'heure de leur réception. Cette date et cette heure font courir les délais applicables prévus par le marché public. Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG/FCS, en l'absence de

réception par Météo-France d'un accusé de réception dans un délai de huit jours à compter de leur envoi au titulaire, les informations et décisions adressées par courriel sont réputées réceptionnées par le titulaire et notifiées à la date et à l'heure de leur envoi.

11. Description technique des prestations

Les besoins de Météo-France et les prestations attendues sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières n° 2536A0053.

12. Reproduction du logo et du nom Météo-France

Le logo relève du « droit de marque », défini par la convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (1883).

En vertu de l'article L. 713-6 du code de la propriété intellectuelle, le titulaire du présent marché est autorisé à utiliser le nom et le logo de Météo-France uniquement dans le cadre du logotypage des vêtements de travail.

L'utilisation du logo ou du nom de Météo-France est interdite dans tout autre cas.

13. Clause de progrès

13.1. Élaboration du plan de progrès

Le titulaire et Météo-France s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des fournitures du marché. Dans cette perspective, le titulaire présente des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience capitalisés à l'issue de la première année d'exécution, à date anniversaire de notification du marché. Sur la base de cette proposition, le titulaire et Météo-France engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial.

13.2. Axes de progrès

Le plan de progrès s'articule autour des axes définis ci-après :

- Axe 1 : Développer l'offre de produits issus du réemploi, de la réutilisation, de la matière recyclée ;
- Axe 2 : Développer l'offre de produits intégrant de la matière recyclée ;
- Axe 3 : Améliorer la durabilité, réparabilité et recyclabilité des articles ;

13.3. Suivi et pilotage du plan de progrès

Le titulaire et Météo-France conviennent d'opérer un suivi annuel, à date d'anniversaire de notification du marché, des actions mises en œuvre et d'établir un bilan annuel du plan de progrès.

Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant propose des ajustements du plan de progrès initial.

13.4. Formalisation du plan de progrès

Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations du marché, notamment les conditions d'exécution du marché, il donne lieu à la conclusion d'un acte modificatif.

Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations du marché, le plan de progrès est formalisé par un simple échange de courrier entre les parties.

14. Modalités de commandes

L'ensemble des fournitures du marché s'exécute par l'émission de bons de commande. Les bons de commande peuvent se présenter sous la forme papier ou en version dématérialisée via une plateforme de commande sécurisée.

Les bons de commande sont notifiés par Météo-France au titulaire au fur et à mesure des besoins.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, à compter de la date de notification du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de HUIT jours calendaires pour faire connaître ses observations ; passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté le bon de commande considéré.

Les bons de commande peuvent être émis durant toute la période de validité du marché. Leur durée d'exécution ne peut toutefois dépasser de plus de six mois la date de fin de validité du marché.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

En cas de résiliation du marché, celle-ci ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation.

14.1. Passation des commandes via une plateforme dématérialisée

Le titulaire doit mettre à disposition une plateforme unique de commande en ligne dématérialisée et sécurisée (par identifiants et code d'accès) de type « site internet » dédié à la préparation des commandes sous la forme de préparation de panier et différents niveaux de validation sachant qu'il doit être aussi possible de passer des commandes en dehors de la plate-forme de commande en ligne.

Les commandes transmises par voie électronique au fournisseur le sont via cette plateforme.

La plateforme de commande doit être ergonomique et facile d'utilisation tant pour les utilisateurs que pour les gestionnaires en charge de valider les commandes. En outre, elle doit impérativement répondre aux différentes exigences du pouvoir adjudicateur :

- ➔ La plateforme de commande doit permettre de différencier les différents services et points de livraisons de la Direction des Systèmes d'Observation.
- ➔ Le profil « préparateur de commande » est sécurisé par identifiant et mot de passe dédié pour les usagers autorisés à préparer les commandes sous forme de panier. La validation du panier par le profil préparateur génère un devis envoyé au profil valideur.
- ➔ Le profil « valideur » doit être sécurisé par identifiant et mot de passe : La validation du panier par le profil valideur (validation du principe de la commande) génère un courriel vers l'entité en charge d'approuver et de passer la commande au titulaire du marché.
- ➔ Un profil « administrateur des agents de la DSO » est créé, il permet de gérer les profils/droits des agents de la DSO (préparateur, valideur) au gré des mutations.
- ➔ Dans le cas où le fournisseur serait déjà titulaire d'autres marchés avec Météo-France, il doit être en capacité de bien séparer les marchés sur la plate-forme de commande et d'établir des commandes séparées par marchés.

Une réunion de cadrage est organisée avec le titulaire dans le mois qui suit la notification afin de déployer la plateforme auprès de tous les utilisateurs et valideurs.

Lors de cette réunion, une liste détaillée est remise au titulaire qui comporte les différents services de la DSO susceptibles de passer commande avec le nom des personnes habilitées à préparer des paniers, lieux de livraison et nom de la personne habilitée à valider les paniers.

Le délai de livraison démarre à compter de la date de validation du panier sur la plateforme de commande ou de la notification du bon de commande « papier ».

Le titulaire peut être sollicité à la demande de Météo-France pour assurer des présentations du site de commande en cas de besoin.

Il peut être demandé au titulaire de diffuser un guide utilisateur de la plateforme résumant les différentes étapes de préparation de commande en ligne.

Dès lors que « l'approbateur » approuve le panier, le devis vaut bon de commande validé et est transmis au titulaire.

14.2. Passation des commandes par émission de bons de commande

Chaque bon de commande est signé par le pouvoir adjudicateur ou son représentant habilité. Le suivi de l'exécution est assuré par le correspondant technique désigné par Météo-France.

Chaque bon de commande prend effet à compter de leur date de notification.

Chaque bon de commande adressé au titulaire comporte au minimum les mentions suivantes :

- le numéro du présent marché ;
- le numéro et la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation et la quantité des fournitures commandées ;
- les prix unitaires des articles commandés ;
- les offres promotionnelles éventuelles consenties ;
- le délai ainsi que le lieu de la livraison ;
- les montants HT, TTC, et le taux de TVA appliqué ;
- le numéro d'identification intra-communautaire de Météo-France : FR 03180060030.

15. Fournitures complémentaires exceptionnelles

Météo-France peut solliciter le titulaire pour des fournitures exceptionnelles liées à l'objet du marché mais initialement non prévues. Dans ce cas le titulaire fournit un devis. Si le devis est accepté par Météo-France, un bon de commande est émis et transmis au titulaire pour exécution.

Ces fournitures sont demandées à titre exceptionnel et ne peuvent pas dépasser 5 % du montant cumulé des bons de commandes (hors fournitures exceptionnelles) notifiés au moment de la commande des fournitures exceptionnelles.

16. Lieu de livraison des fournitures

Les fournitures sont livrées sur tous les sites où la direction des systèmes d'observation est présente. La liste des sites de livraison est indiquée à l'article 6 du cahier des clauses techniques particulières n° 2536A0053.

17. Précisions délais d'exécution

Les délais de livraison figurent à l'annexe financière à l'acte d'engagement du présent marché. Ceux-ci représentent les délais maximums. Dans le cas d'un éventuel dépassement de ces délais, le titulaire encourt des pénalités prévues à l'article 23 du présent cahier des clauses administratives particulières.

Tout délai imparti dans le présent marché à la personne publique ou au titulaire commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai, sauf précision contraire. Le délai s'entend en jours calendaires et expire à la fin du dernier jour de la durée prévue. Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvré qui suit.

18. Contrôle, admissions et garanties de fournitures

Les opérations de vérification relèvent de la responsabilité du responsable du suivi du marché désigné pour chaque site géographique de la direction des systèmes d'observation de Météo-France.

Les fournitures objet du présent marché font l'objet de vérifications quantitatives et qualitatives conformément aux stipulations du chapitre 5 du CCAG-FCS

18.1. Vérifications quantitatives

Elles sont effectuées dans un délai de quinze jours à dater de la livraison de la fourniture.

Les conditions de vérifications quantitatives portent sur le nombre de fournitures livrées par rapport au nombre de pièces commandées.

18.2. Vérifications qualitatives

Elles sont effectuées dans un délai de quinze jours à dater de la livraison de la fourniture.

Elles portent sur la qualité des fournitures livrées par rapport à la qualité des échantillons considérés comme références.

En cas d'erreur de référence de la part du titulaire, les frais de retour sont à sa charge.

18.3. Admission, ajournement, réfaction, rejet

Les stipulations de l'article 30 du CCAG-FCS s'appliquent.

18.4. Garantie des fournitures

Les garanties s'appliquant à chaque produit sont celles découlant de la ou les normes fixées au cahier des clauses techniques particulières n° 2536A0053.

L'étiquetage doit être présent et conforme à la norme en vigueur sur chaque produit livré conformément aux prescriptions du CCTP n° 2536A0053 ;

La tenue au lavage est garantie conformément aux prescriptions du CCTP n° 2536A0053.

18.5. Garantie des vices cachés

En complément de l'article 33 du CCAG-FCS, les fournitures livrées dans le cadre de l'exécution du présent marché sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 et 1648 du code civil.

19. Obligations du titulaire

19.1. Assurances

Le titulaire se conforme aux stipulations de l'article 9 du CCAG-FCS.

19.2. Accès réglementé aux locaux pour les livraisons

L'accès à certains sites est soumis à une autorisation préalable nominative délivrée par Météo-France. Chaque intervention d'un agent du titulaire sur un de ces sites doit donner lieu à une autorisation spéciale d'accès pour cet agent.

La liste des sites dont l'accès est soumis à une autorisation préalable est transmise au titulaire après la notification du marché public.

Les modalités de demande d'autorisation d'accès à ces sites sont communiquées au titulaire après la notification du marché public.

La liste des sites dont l'accès est soumis à une autorisation préalable de Météo-France ou les modalités de demande d'autorisation d'accès à ces sites peuvent être modifiées par Météo-France au cours de l'exécution du marché public.

Avant toute intervention sur un des sites dont l'accès est soumis à une autorisation préalable, le contact du titulaire désigné conformément à l'article 24 s'assure que les agents chargés de cette intervention ont obtenu une autorisation spéciale d'accès.

19.3. Secret professionnel

Le titulaire observe le secret professionnel. À ce titre, il est astreint à une stricte obligation de confidentialité. Cette obligation demeure après le terme du marché public.

Ce secret s'étend notamment aux échanges auxquels le titulaire assiste ou participe, aux consultations qu'il donne à Météo-France, aux correspondances échangées ainsi qu'à tous les documents préparés au cours de

l'exécution du marché public. Ce secret couvre également les affaires, documents, dossiers ou travaux élaborés par les agents du titulaire.

Les documents, renseignements, ou de façon plus générale, toutes les informations obtenues dans le cadre du marché public sont couverts par l'application du secret professionnel et ne peuvent être communiqués à des tiers. Cette restriction est levée si les documents, renseignements ou informations sont du domaine public.

19.4. Transfert des données

Au terme du marché public, le titulaire remet à Météo-France et au nouveau titulaire choisi par Météo-France, tous les documents ayant un caractère officiel dont il est dépositaire ainsi que tous les documents et informations nécessaires à l'exécution ou à l'achèvement de la mission qui lui était confiée ; la remise devant intervenir dans un délai permettant d'éviter toute forclusion ou prescription.

19.5. Information et conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès de Météo-France. Le titulaire s'engage à informer Météo-France sans délai de toute nouveauté technologique ou de tout nouveau produit plus adapté, au cours de l'exécution du marché public.

20. Établissement des prix

20.1. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales et autres taxes, frappant obligatoirement les prestations, objet du marché ainsi que tous les frais annexes, dépenses et fournitures nécessaires à son exécution.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du mandataire comprennent toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, de coordination et contrôle y compris les frais généraux ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix de l'accord-cadre sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées au sous-traitant ainsi que les conséquences de ces défaillances.

L'acte d'engagement indique, le cas échéant ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses co-traitants.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes et ne comportent pas plus de deux décimales. La taxe appliquée est la TVA au taux de 20 %. Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif : en cas de modification de la législation fiscale, il est fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

20.2. Nature des prix

Les fournitures faisant l'objet du présent marché sont réglées par application des prix unitaires initiaux, après application d'une éventuelle remise consentie, et indiqués par le titulaire dans les bordereaux des prix annexés à l'acte d'engagement (annexe financière).

20.3. Date d'établissement des prix

Les prix initiaux sont réputés établis aux conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres.

20.4. Forme des prix

Les prix initiaux sont révisables par ajustement des prix suivant les modalités fixées à l'article 20.5 du présent cahier des clauses administratives particulières.

20.5. Variation des prix

Les prix initiaux indiqués dans l'annexe financière du marché sont les prix de base. Ceux-ci sont ajustés annuellement, à date anniversaire de prise d'effet du présent marché, par ajustement au tarif suivant :

Tarif public du fournisseur

Le titulaire du marché s'engage à notifier au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, ses nouveaux tarifs de référence en un exemplaire avec un préavis d'un mois minimum, avant la date d'entrée en vigueur de celui-ci.

Dans le cas où le titulaire ne notifierait pas au pouvoir adjudicateur, dans les conditions précédemment citées, ses nouveaux tarifs, les prix applicables restent ceux issus du dernier ajustement, ou bien ceux établis au moment de la remise de l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage, en outre, à faire profiter Météo-France des rabais exceptionnels consentis dans le cadre d'actions promotionnelles, non cumulables avec l'éventuelle remise consentie en annexe financière, dans le cas où ceux-ci seraient plus avantageux pour Météo-France.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG/FCS, les prix à payer pour les fournitures ayant fait l'objet d'un bon de commande sont ceux applicables à la date de la commande.

20.6. Clauses de butoir

Les prix résultant du nouveau tarif du titulaire ne peuvent pas dépasser de plus de 10 % les prix initiaux du marché.

Si un ou des prix résultant du nouveau tarif du titulaire dépassent de plus de 10 % les prix initiaux du marché, ce ou ces prix seront ramenés aux prix initiaux du marché majorés par ce pourcentage de 10 %.

20.7. Modalités applicables en cas de titulaire étranger

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Tous les documents, factures, doivent être rédigés en français.

21. Paiements

21.1. Avance

Sans objet.

21.2. Modalités de paiement

Les fournitures sont payées à terme échu après leur admission par Météo-France, ou à compter de la date de réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à la date d'admission.

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte des titulaires défini dans l'acte d'engagement ou du document en tenant lieu. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par Météo-France ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure.

21.3. Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement de trente jours, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

21.4. Établissement des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées à Météo-France doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché public : 2536A0053.
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture : 18006 0030 02117.
- Le cas échéant, le numéro d'engagement juridique (EJ) qui est transmis par Météo-France après la notification du marché public OU qui est mentionné sur le bon de commande transmis par Météo-France.
- **Les codes services des entités de Météo-France responsables :**
 - Pour les services dépendants de la direction centrale (DSO) : 36DSOA
 - Pour les départements d'observation territoriaux (DOT) : 36OBSTA
 - Le cas échéant, le numéro d'engagement juridique (EJ) qui est transmis par Météo-France après la notification du marché public OU qui est mentionné sur le bon de commande transmis par Météo-France.

Les services en charge du traitement des factures sont :

- Pour les départements CMM, CMR, CNF, DOA, DOS, LM, MSO :

Météo-France Toulouse
Direction financière
CSP dépenses
depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr

- Pour les départements d'observation territoriaux (DOT) :

Météo-France Saint-Mandé
Direction financière
CSP dépenses
depenses.cspfinances-st-mande@meteo.fr

Toute facturation qui serait envoyée à Météo-France soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

22. Cession ou nantissement des créances

Le marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du code monétaire et financier, la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements, et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

23. Pénalités pour retard de livraison

Lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt par jour de retard, après mise en demeure, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times J}{1000}$$

P= montant de la pénalité

V = la valeur des fournitures sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des fournitures en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable;

J = nombre de jours de retard imputables au titulaire.

L'application des pénalités s'effectue après constitution d'un dossier de pénalités.

Ce dossier est complété des observations du titulaire et du responsable technique concerné de Météo-France, afin que Météo-France prenne ensuite sa décision, qui est notifiée au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € HT pour l'ensemble du marché.

24. Personnes désignées pour l'exécution des prestations

L'ordonnateur des dépenses de la direction des systèmes d'observation est la Présidente-directrice générale de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction générale
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le représentant de Météo-France pour les besoins de l'exécution du présent marché public est la directrice des systèmes d'observation ou son adjoint. Il est l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction des systèmes d'observation
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex

Le nom du ou des correspondant(s) technique(s) de Météo France est donné au plus tard au titulaire lors de la réunion de lancement du présent marché.

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est le directeur financier de Météo-France ou son représentant. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction financière
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Les comptables assignataires des dépenses sont :

- l'Agent comptable secondaire pour les départements CMM, CMR, CNF, DOA, DOS, LM, MSO

Ses coordonnées sont :

Météo-France
Agence comptable secondaire
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse cedex

- l'Agent comptable principal pour les départements d'observation territoriaux (DOT)

Ses coordonnées sont :

Météo-France
Agence comptable principale
73, avenue de Saint-Mandé
94165 Saint-Mandé Cedex

Le titulaire indique au plus tard à la notification du marché public :

- un contact qui est l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels ;
- l'adresse courriel du responsable du suivi des documents que le titulaire doit transmettre à <https://www.e-attestations.com> (cf. article 27 du présent cahier des clauses administratives particulières).

25. Clause de réexamen

En application des articles R. 2194-1 à 10 du code de la commande publique, les stipulations prévues au présent marché peuvent faire l'objet de modifications selon les modalités ci-après.

En cours d'exécution, si l'ajout, le retrait ou la modification d'une ou plusieurs prestations devient nécessaire, cet ajout, retrait ou modification peut être pris en compte par voie d'acte modificatif sous réserve qu'ils n'entraînent pas une modification de plus de 15 % du montant HT initial du marché à la hausse ou à la baisse.

En cas de survenance de certains événements qui pourraient altérer, en cours d'exécution, l'équilibre financier du marché, le titulaire et Météo-France conviennent en concertation, des modifications à apporter, par voie d'acte modificatif, notamment de la clause de révision des prix, sans pour autant bouleverser l'économie initiale du marché.

En cas de changement de références des fournitures mentionnées sur le bordereau de prix unitaire, le titulaire et Météo-France conviennent en concertation, des nouvelles références. Ce changement entraîne l'établissement d'un nouveau bordereau de prix unitaire.

26. Propriété intellectuelle

La loi française est seule applicable.

27. Pièces et attestations à fournir

27.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, Météo-France peut, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de quinze jours, résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

27.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail)

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, Météo-France enjoint au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux mois à compter de sa mise en demeure pour apporter à Météo-France la preuve de la fin de la situation délictuelle. À défaut, à l'issue de ces deux mois, Météo-France peut résilier le marché public sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Météo-France informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

27.3. Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à Météo-France, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de cette liste doit être réalisée tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Cette liste doit être déposée par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration.

27.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs

Tout titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Par suite, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse à Météo-France, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, Météo-France vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

28. Résiliation

Le marché public est résiliable par Météo-France dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

Sans préjudices des stipulations du CCAG/FCS, et conformément aux articles L. 2195-3 et L. 2195-4 du code de la commande publique, le marché public est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique sont inexacts, ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 ou R. 1263-12 du code du travail, conformément à l'article 27.1 du présent document. La résiliation du marché public est alors prononcée par Météo-France, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Météo-France peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 45 du CCAG/FCS.

En outre, en cas de mauvaise exécution des prestations prévues au marché public ou de manquement grave dans les prestations, Météo-France peut, après mise en demeure, prononcer la résiliation du présent marché sans avoir à verser d'indemnité. Météo-France s'acquitte alors du montant des prestations réellement exécutées.

En cas de résiliation du marché public, quelle qu'en soit la cause, un décompte de résiliation est effectué conformément au cahier des clauses administratives générales applicable.

29. Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché public qui n'aurait pas pu être réglé dans le cadre des stipulations du chapitre 8 du CCAG/FCS, les deux parties entendent le soumettre au Tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle, 77000 Melun.

La loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

30. Dérogations

Les articles suivants du présent cahier des clauses administratives particulières déroge aux stipulations mentionnées dans le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services, CCAG/FCS.

Articles du CCAP	Libellé de l'article	Articles du CCAG/FCS
10	Notification des informations et des décisions	3.1.2
14	Modalités de commande	3.7.2
18	Constatation de l'exécution des prestations	22 à 24
20.5	Variation des prix	10.2.2
23	Pénalités pour retard de livraison	14